

## Bulletin d'histoire politique

**Jacques Castonguay, Les opérations de l'Armée et la crise d'Octobre, Outremont, Les Éditions Cartes blanche, 2010, 142 p.**

Sébastien Vincent

---

50 ans d'échanges culturels France-Québec 1910-1960  
Volume 20, numéro 1, automne 2011

URI : [id.erudit.org/iderudit/1055979ar](http://id.erudit.org/iderudit/1055979ar)  
<https://doi.org/10.7202/1055979ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique et VLB éditeur

ISSN 1201-0421 (imprimé)  
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer cet article

Vincent, S. (2011). Jacques Castonguay, Les opérations de l'Armée et la crise d'Octobre, Outremont, Les Éditions Cartes blanche, 2010, 142 p. *Bulletin d'histoire politique*, 20(1), 1-14. <https://doi.org/10.7202/1055979ar>

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-d-utilisation/>]

---

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. [www.erudit.org](http://www.erudit.org)

Jacques Castonguay, *Les opérations de l'armée et la crise d'Octobre*, Outremont, Les Éditions Carte blanche, 2010, 142 p.

SÉBASTIEN VINCENT  
*Historien*

La délicate question de l'implication de l'armée en réponse au problème qu'a posé le FLQ au gouvernement du Québec demeure un aspect méconnu d'événements qui marquèrent profondément la mémoire collective québécoise, comme on a pu le constater lors du 40<sup>e</sup> anniversaire de la Crise d'octobre. Or les opérations secrètes baptisées *Night Hawk*, *Ginger*, *Essay*, *Ragout* et *Albatros* furent menées dans le cadre du plus imposant déploiement survenu au Canada en situation de paix. Jacques Castonguay, ancien officier de l'aviation canadienne, ex-recteur du Collège militaire royal de Saint-Jean et auteur de nombreux livres d'histoire et de psychologie, les présente.

L'ouvrage de seize chapitres traite, à partir de sources secondaires dont les essais de Louis Fournier, *FLQ. Histoire d'un mouvement clandestin* (Lanctôt Éditeur, 1998) et celui de Gérard Pelletier, *La Crise d'octobre* (Éditions du Jour, 1971), « des germes de la crise du mois d'octobre 1970, soit les problèmes économiques, le chômage, la question linguistique et, plus largement, la politique en général ». Il rappelle ensuite le fait que « l'armée canadienne avait aidé fréquemment le pouvoir civil, municipal et provincial bien avant la crise de 1970 ». À cet égard, Castonguay souligne que Robert Bourassa demanda l'intervention des forces armées en invoquant la Loi sur l'aide au pouvoir civil dont les dernières dispositions dataient du 17 juin 1944. Celles-ci stipulaient que « le ministre de la Justice [d'une province pouvait] faire appel lui-même au ministre de la Défense pour obtenir des troupes lorsque la police fédérale ou provinciale se trouvait incapable de remplir une de ses obligations ». La présence de l'armée au Québec ne résulta donc pas, comme plusieurs le croient encore, de la proclamation de la Loi sur les mesures de guerre par Pierre Elliot Trudeau, alors premier ministre du Canada, mais du recours à cette procédure d'autant de plus de vingt-cinq ans.

Le cœur de l'ouvrage se limite spécifiquement à la description des manœuvres militaires présentées à partir de quelques documents récemment déclassifiés obtenus auprès de la Défense nationale. Sans malheureusement émettre d'avis personnel quant au bien fondé du recours à l'armée, l'auteur revient sur l'opération *Pegasus* au cours de laquelle les forces intervinrent à l'occasion de la grève des policiers de Montréal en 1969. Quant à la Crise d'octobre, le plus ambitieux des déploiements armés débuta dans la foulée des disparitions du diplomate James Richard Cross et du ministre libéral Pierre Laporte dont la date de la mort semble poser problème à l'auteur (il serait mort, selon différents passages du livre, entre le 14 et le 19 octobre 1970). Les documents de l'opération *Essay* entamée le 15 octobre précisent que le 5<sup>e</sup> Groupement de combat, commandé par le brigadier-général Jacques Chouinard, accomplit des tâches de recherche d'individus et d'explosifs, d'encercllement et de garde autour de Montréal et de Québec. On apprend que le 5<sup>e</sup> régiment d'artillerie légère, seule unité désignée pour aider les policiers de Québec, était mené par un certain Roméo Dallaire. Conformément à la Loi sur la défense nationale, les 4800 militaires venus en appui à la Sûreté du Québec et aux autres corps policiers reçurent « le statut d'agents de la paix ».

Castonguay soutient que d'un strict point de vue militaire l'ensemble des interventions se déroula sans heurts, depuis l'arrivée discrète des troupes au camp Bouchard de Sainte-Thérèse, entre le 7 et le 9 octobre (opération *Night Hawk*), jusqu'au départ vers Cuba du groupe de felquistes de la cellule Libération au début décembre (opération *Ragout*) et au retrait des forces, à compter du 5 janvier 1971 (opération *Albatros*). De son point de vue, et de celui du brigadier-général Jacques Chouinard, les troupes se comportèrent de louable façon. Ce fut une opinion partagée par Claude Ryan dans *Le Devoir*.

En complément de cet essai d'histoire militaire strictement descriptif contenant aussi quelques souvenirs personnels plus ou moins intéressants du temps où l'auteur enseignait la psychologie au Collège militaire royal de Saint-Jean, on lira *Trudeau's Darkest Hours. War Measures in Time of Peace, October 1970* de Guy Bouthillier et Édouard Cloutier (Baraka Book, 2010), un recueil de témoignages d'intellectuels canadiens-anglais qui s'opposèrent au recours à l'armée lors de la crise ainsi que *Octobre 1970. Dans les coulisses de la crise* (Héritage, 2010) de William Tetley, ancien ministre libéral sous Bourassa qui, pour sa part, en justifie le bien-fondé. Du coup, on lira à profit le mémoire de maîtrise de Sébastien Campeau intitulé « L'intervention militaire en octobre 1970 et la loi sur les mesures de guerre : modalités et réactions » (Département d'histoire, UQAM, 2009) qui porte sur les opérations et sur les réactions de la population face à la loi des mesures de guerre. Ces références offriront un point de vue beaucoup plus critique que celui présenté par Jacques Castonguay.